

Burundi : le n°2 d'un parti d'opposition arrêté par les services secrets

@rib News, 28/10/2011 â€“ Source AFPLe numÃ©ro deux d'un parti d'opposition burundais a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par le Service national de renseignement (SNR) et accusÃ© d'atteinte Ã la sÃ©retÃ© de l'Etat, a-t-on appris auprÃ©s du parti et des services de sÃ©curitÃ©. « Des agents du SNR se sont prÃ©sentÃ©s chez le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de notre parti, William Munyemb dans la nuit de mercredi Ã jeudi, et ont perquisitionnÃ© son domicile, avant de l'arrÃªter et de l'enfermer dans leurs cachots Ã Bujumbura », a dÃ©clarÃ© le porte-parole du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cndd), FranÃ§ois Bizimana.

« Nous condamnons cette arrestation qui s'est dÃ©roulÃ©e dans des conditions qui violent la loi », a-t-il poursuivi, dÃ©nonÃ§ant « une arrestation de nuit, et une dÃ©tention au secret ». « Nous sommes trÃ©s, trÃ©s inquiets, car tout le monde ici sait ce qui se passe dans les cachots du SNR », a-t-il ajoutÃ©. InterrogÃ©, un membre des services de sÃ©curitÃ© burundais a confirmÃ© l'arrestation et ses motifs, sous couvert d'anonymat. Le SNR a Ã©tÃ© mis en cause dans des dizaines de cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires au Burundi, dont certains ont Ã©tÃ© confirmÃ©es par le Bureau intÃ©grÃ© de l'Onu au Burundi (Bnub). Le prÃ©sident du Cndd, LÃ©onard Nyangoma, un des leaders historiques de la rÃ©bellion hutu du Burundi, a repris le chemin de l'exil aprÃ©s les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 contestÃ©es par l'opposition, et la rÃ©surgence de nouvelles violences. Il est aujourd'hui considÃ©rÃ© comme l'un des responsables de ces violences par le pouvoir burundais. La multiplication d'attaques meurtriÃ©res, d'arrestations arbitraires et autres exÃ©cutions sommaires font craindre Ã de nombreux observateurs une reprise d'hostilitÃ©s Ã plus grande Ã©chelle dans ce pays marquÃ© par une longue guerre civile qui a fait prÃ©s de 300.000 morts entre 1993 et 2006.